

## **A propos de la récente actualité sociale ...**

Le durcissement du conflit social d'Aircal a entraîné le recours à la force et à l'escalade d'une violence qui a dépassé le cadre syndical pour se transformer en émeutes populaires. Le pourrissement de ce conflit met en évidence les difficultés réactualisées du processus de construction du dialogue social. Ce dernier, pourtant initié dans un climat politique d'ouverture et de compréhension mutuelle n'a pas su aborder les questions structurelles fondamentales (inégalités sociales, ...).

Au-delà des revendications syndicales, les heurts du Nord, de Montravel et de Saint-Louis montrent que les difficultés socioéconomiques mettent à mal un lien social de plus en plus fragilisé et que le sentiment général de frustration est latent dans les couches populaires. Le maintien de la cherté excessive de la vie, les lacunes de la loi sensée protéger l'emploi local contre une immigration ni choisie, ni contrôlée, l'échec des formations professionnelles dans le registre de l'insertion des jeunes, la détérioration du niveau culturel du pays poussent le peuple dans un état d'insatisfaction non constructif. Ainsi, la mise à sac d'une gare routière par ceux qui en font l'usage le plus conséquent est symptomatique de la bêtise et de l'aveuglement que peut prendre une colère par ailleurs légitime.

Par ailleurs, le regroupement récent d'un grand nombre de citoyens montre à la fois que l'idée d'un destin partagé fait encore florès, ce qui est encourageant, mais également que le contexte même de cette citoyenneté est mal défini. En effet, de nombreuses questions demeurent quant aux objectifs économiques, sociaux, culturels du pays en devenir. Aucun point de fixation de ce destin commun, aucune direction n'est clairement lisible. Malgré cela, cette foule était hétéroclite et les citoyens ont convergé pour marquer leur opposition à la violence mais surtout leur attachement à la tolérance et au dialogue.

### La citoyenneté

Les remous sociaux que la Nouvelle-Calédonie a connus récemment montrent que la situation socioculturelle est préoccupante et qu'il est temps d'agir en profondeur. Certes, un gouvernement qui doit garder l'esprit de collégialité tout en étant débordé par l'influence des provinces quasi souveraines dispose de marges de manœuvre limitées. Pourtant, parce que les Accords demeurent un point initial fort que nul ne peut plus nier, le recours à la citoyenneté comme moyen d'action est salvateur. Cette citoyenneté est aujourd'hui plus que jamais un enjeu majeur de la construction du pays. En effet, dans un pays où les dirigeants poussent à l'immobilisme et tendent à scléroser notre société, seule la mobilisation des citoyens peut faire avancer les choses.

L'accession à la citoyenneté ne doit pas être qu'une inscription sur une liste électorale mais doit permettre aux femmes et aux hommes du pays de garder l'esprit critique et d'interpréter les faits sociaux. Ce qui évite à la fois l'usage de la langue de bois, la démagogie, l'incompréhension et le langage de sourds. La citoyenneté en cela est la panacée d'un développement social cohérent en même temps que son absence est rédhitoire à toute utopie démocratique.

C'est pourquoi l'association Convergence-Pays invite les citoyens et les leaders du pays à renforcer le lien social et le sentiment collectif d'appartenance à un pays en construction, dans la droite ligne de l'Accord de Nouméa. Favoriser les espaces d'expression et de rencontres, accroître les moyens des professionnels du champ social, étendre la formation civique et citoyenne, ... sont des pistes à explorer (qui ne devront pas cacher les réformes<sup>(2)</sup> plus profondes dont notre société a besoin).

(1) : Rédigé avec l'aide de l'association ARES.

(2) : Révision de la fiscalité, meilleure gouvernance, maîtrise des flux migratoires, ...